

Entretien

« Les pays riches ont une dette climatique envers les pays du Sud »

Chaleur humaine Dans cet épisode de notre podcast consacré au défi climatique, Esther Duflo, Prix Nobel d'économie 2019, explique que la transition est compatible avec la lutte contre la pauvreté et contre les inégalités

Propos recueillis par Nabil Wakim Propos recueillis par Nabil Wakim

Canicules, sécheresses, inondations, montée des eaux : les conséquences du changement climatique se font déjà lourdement ressentir. Selon les scientifiques, plus de 3,5 milliards de personnes sont déjà menacées directement par les conséquences du bouleversement en cours. Les populations sont souvent les habitants les plus fragiles des pays les plus pauvres. Triste ironie de l'histoire : ce sont également ceux qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre.

L'économiste Esther Duflo a proposé, en avril 2024, un mécanisme de redistribution au niveau mondial pour aider à l'adaptation des pays du Sud et résoudre une partie de la « dette climatique ». La transition est-elle compatible avec la lutte contre la pauvreté ? Comment mettre en place un système juste au niveau international pour soutenir les plus pauvres des pays pauvres ?

Esther Duflo, Prix Nobel d'économie en 2019, apporte des réponses dans cet épisode du podcast « Chaleur humaine », diffusé le 12 juin 2024 sur *Lemonde.fr*.

Au niveau mondial, les habitants des pays pauvres émettent beaucoup moins de gaz à effet de serre que ceux des pays riches. A quel point ?

Pour répondre à cette question, il faut commencer par se demander ce qui est à l'origine des émissions de gaz à effet de serre. Aujourd'hui, la Chine et l'Inde émettent beaucoup de CO₂. Mais une grande partie de ces émissions a lieu pour la consommation des pays riches. C'est plus difficile de calculer cette empreinte carbone complète que simplement les émissions de chaque territoire. Mais il faut le faire parce que c'est là qu'on se rend compte de l'ampleur des inégalités des émissions, non seulement entre les nations, mais aussi entre les individus d'un pays à l'autre.

Plusieurs équipes de recherche ont réalisé ces calculs, et trouvé à peu près les mêmes résultats. On peut les résumer en disant qu'un Américain dans les 10 % les plus riches des Etats-Unis émet 122 fois plus qu'un Africain dans la partie la plus pauvre de l'Afrique. C'est une différence énorme. Un autre chiffre permet de résumer tout ça : 10 % de la population mondiale est responsable de 50 % du total des émissions chaque année. Et inversement, 50 % de la population mondiale, les plus petits émetteurs qui sont aussi les plus pauvres, émet seulement 10 % des émissions totales.

Mais il y a aussi de très riches Chinois ou Indiens qui émettent beaucoup de gaz à effet de serre. Cette distinction Nord-Sud reste-t-elle vraie aujourd'hui ?

Il y a vingt ans, c'était totalement vrai. Les inégalités d'émissions se retrouvaient largement dans les inégalités d'un pays à l'autre. Mais, aujourd'hui, il est plus justifié de penser ces inégalités d'émissions entre pauvres et riches au niveau individuel. Autrement dit : les pauvres de l'Inde contribuent pour « rien du tout » au changement climatique. Ce qui n'est pas le cas des riches de l'Inde.

Cela pose-t-il différemment la question du développement ? Si un certain nombre d'habitants de pays du Sud voient leur niveau de vie s'améliorer, ce qui serait souhaitable, ne vont-ils pas émettre beaucoup plus ?

Non. Une équipe de la Banque mondiale a calculé de combien les émissions augmenteraient si on arrivait à éliminer l'extrême pauvreté dans le monde. C'est-à-dire si personne ne vivait avec moins de 2 euros par jour et par personne – qui est le seuil d'extrême pauvreté. Si on faisait cela, les émissions n'augmenteraient que de 2 %. Ce n'est donc pas vrai de dire qu'il y a un arbitrage à faire ou une tension entre réduire l'extrême pauvreté et le climat, parce que justement les pauvres contribuent très peu au problème.

Mais sortir de la pauvreté et avoir un niveau de vie agréable, ce n'est pas la même chose. Si demain des centaines de millions de personnes finissent par avoir des modes de vie plus proches de ceux des Européens, ne risque-t-on pas d'avoir un problème plus important ?

Il faut se poser les questions étape par étape. Aujourd'hui, il y a encore 700 millions de gens qui vivent avec moins de 2 euros par jour et par personne, qui ne contribuent presque pas au changement climatique. On peut déjà commencer par là ! Au passage, la même équipe de chercheurs a fait ce calcul pour 5 euros par jour et par personne. On est encore dans des augmentations d'émissions tout à fait modestes. Si tous les Africains se mettaient à vivre exactement comme les Américains, il y aurait effectivement un gros problème. Mais on en est très loin ! Il faut également comprendre qu'être moins pauvre, c'est aussi la meilleure barrière contre les effets les plus dommageables du changement climatique, y compris les effets des fortes températures sur la survie. Donc on ne peut que souhaiter que ces pays deviennent moins pauvres.

Mais au fur et à mesure qu'ils le deviendront, cela ira en effet avec une augmentation des émissions, en particulier si le chemin qui est choisi est un chemin similaire à celui que nous avons choisi historiquement. Il faudrait donc idéalement que ces pays qui ont aujourd'hui un très fort besoin d'augmenter leur consommation énergétique puissent le faire d'une façon qui ne les mette pas sur des mauvais rails.

Un certain nombre de pays du Sud réclament justement le droit d'exploiter du gaz et du pétrole, au motif que les Occidentaux en ont profité pendant des années...

Pour le Mozambique ou le Gabon aujourd'hui, le sujet, c'est de ne pas faire des choix d'investissement irréversibles pour la production d'énergie, alors qu'ils pourraient faire des investissements plus propres. Mais il y a souvent une confusion sur ce sujet : la question se pose d'abord en termes de consommation plutôt que de production. Ce qui compte n'est pas « où le pétrole est-il produit ? », mais « où est-il consommé ? ». C'est quand même très hypocrite de la part de l'Europe ou des Etats-Unis de demander à des pays de produire moins,

alors que ce sont eux les grands pays consommateurs, parce que de toute façon les besoins sont tirés par la demande.

L'autre point essentiel pour les pays du Sud, c'est que ce sont les pays les plus vulnérables au changement climatique. Est-ce d'abord une question géographique ou un problème économique et social ?

Les deux ! D'un côté, géographiquement, les pays où vivent la plupart des pauvres du monde ont la malchance d'être situés dans des endroits où il fait déjà chaud, qu'il s'agisse du Sahel, du Pakistan, du nord de l'Inde ou du Brésil. Avec un réchauffement de 3 0C ou 4 0C, les endroits qui ont déjà beaucoup de jours très chauds vont en avoir encore plus. Ils vont connaître en particulier plus de jours au-delà de 35 0C, avec une forte humidité, ce qui est peu compatible avec la vie humaine et par ailleurs mauvais pour les cultures.

Le deuxième aspect, c'est que suivant les conditions de vie qu'on a, on est plus ou moins armé pour faire face au changement climatique. Plus on est riche, plus c'est facile. Si vous habitez au Texas et qu'il fait très chaud, vous allez de votre maison où il y a l'air conditionné à votre bureau climatisé grâce à votre voiture, qui a également l'air conditionné. Si vous habitez au Pakistan et que vous travaillez dans la construction, vous allez de votre petite chambre sans air conditionné à votre chantier qui est dehors – et l'effet d'un jour au-delà de 30 0C ou 35 0C n'est pas du tout le même. Si on compare une ville du Pakistan avec Riyad en Arabie saoudite, les augmentations de températures d'ici au milieu du siècle sont à peu près les mêmes. Mais le nombre de morts qu'on prédit au Pakistan est bien plus élevé qu'en Arabie saoudite, parce que la situation économique est très différente.

Sur la trajectoire actuelle des émissions, il y aura une augmentation de la mortalité due aux hausses de températures d'à peu près 6 millions de morts en plus par an. Sans parler des sécheresses extrêmes ou des inondations. C'est colossal, c'est l'équivalent de tous les morts des cancers ou de toutes les maladies infectieuses combinées. Et ces morts auront toutes lieu à l'extérieur de l'Organisation de coopération et de développement économiques, dans les pays pauvres, et en particulier dans les régions pauvres des pays pauvres – là où vivent ceux qui ne contribuent en rien au problème.

Vous parlez à cet égard de « dette climatique » des pays du Nord, que voulez-vous dire ? Et comment la calculer ?

Pour traduire une vie humaine en argent, on peut s'appuyer sur le calcul que font les administrations pour prendre des décisions – comme construire une bretelle d'autoroute par exemple. Dans ce cadre, aux Etats-Unis par exemple, la valeur d'une vie humaine est estimée à près de 7 millions de dollars [6,5 millions d'euros] . Si on compte que 1 tonne de carbone relâchée dans l'atmosphère a un effet sur le climat, et donc sur la mortalité, on peut calculer combien coûte 1 tonne de carbone en termes de mortalité : on arrive à un nombre qui est 37 dollars la tonne de carbone émise.

Ce n'est évidemment pas le coût complet du carbone, mais si on prend juste la mortalité, cela donne un ordre de grandeur. Or, les émissions annuelles de l'Europe et des Etats-Unis représentent 14 milliards de tonnes de carbone. Ce qui représente donc 518 milliards de dollars par an, toujours uniquement pour l'effet de ce carbone sur la mortalité. C'est un chiffre qui comporte énormément d'incertitudes, mais qui permet quand même de comprendre

l'ampleur du problème. 500 milliards de dollars, c'est dix fois plus que l'aide extérieure des Etats-Unis chaque année.

Mais qu'est-ce qui pourrait convaincre les pays du Nord qu'ils ont intérêt à verser une somme colossale aux pays du Sud pour s'adapter aux conséquences du réchauffement ?

D'abord parce que c'est quand même le coût de nos choix de vie, donc je pense que c'est une obligation morale. Certes, une obligation morale n'a pas forcément beaucoup d'impact sur les politiques. Alors, quels sont les autres arguments qu'on pourrait mettre en jeu ? Le premier, je ne l'aime pas tellement, mais il faut quand même le dire. Ces endroits où le changement climatique va être particulièrement violent sur la vie humaine sont aussi des endroits très peuplés. S'ils deviennent invivables, et que les gens ne peuvent pas survivre là où ils sont, ils décideront de partir – certains resteront proches de chez eux, et une minorité partira un peu plus loin. Il y a, en règle générale, très peu de gens qui veulent vraiment partir, mais s'ils sont vraiment poussés hors de chez eux parce que ça devient invivable, ils partiront. Donc les aider à s'adapter permettrait d'éviter ça.

Deuxième argument : les pays pauvres commencent à en avoir marre de voir toujours le mauvais côté du bâton. Cela fait longtemps qu'ils dénoncent le fait qu'ils subissent déjà de plein fouet le changement climatique, alors qu'ils n'en sont pas responsables. Au fur et à mesure, ils deviennent moins enclins à coopérer avec les pays riches, que ce soit sur le climat ou sur d'autres sujets, comme on l'a vu sur l'Ukraine. On ne peut pas demander que le monde se comporte comme une seule planète quand cela nous arrange, et plus du tout quand cela ne nous arrange pas.

Les pays du Nord craignent aussi que cet argent, s'il était mobilisé, soit distribué à des Etats corrompus et autoritaires...

Posons-nous la question de comment utiliser cet argent si on l'avait : on n'a pas besoin de le donner aux milliardaires indiens. Il faut le donner aux gens les plus pauvres qui sont les plus grandes victimes du changement climatique et qui sont aussi les moins à même de se protéger. Or, aujourd'hui, on sait le faire grâce au développement des comptes en banque simples – comme cela existe en Inde – ou des porte-monnaie électroniques sur leur téléphone, ce qui est très répandu en Afrique. On n'est pas loin d'une situation où tout le monde pourrait être connecté très facilement à une source de fonds. Cela a déjà été utilisé pour faire des transferts financiers, par exemple au Togo pendant la pandémie de Covid-19. En quelques semaines, ils ont mis en place un programme pour compenser les confinements. Les gens étaient payés directement sur leur téléphone.

On pourrait utiliser ce système en donnant l'argent de manière à sauver le plus de vies possible. Par exemple, si une vague de chaleur dure plus de cinq jours, on active ces transferts. Le fait de le donner directement aux gens limite la corruption et, surtout, beaucoup de travaux de recherche montrent que les gens utilisent très bien cet argent, pour améliorer leur maison, pour se nourrir, etc.

Mais ces versements permettent surtout de réagir plutôt que d'anticiper et de s'adapter sur le long terme...

Il ne faut pas que le mieux soit l'ennemi du bien : le niveau individuel, c'est déjà très utile. Bien sûr, il y a des travaux d'adaptation à faire. Mais, dans un premier temps, quand il y a un

choc, il faut protéger les gens. Par exemple, s'il fait très chaud, que les gens reçoivent un transfert financier au lieu de devoir aller travailler dehors, c'est une bonne chose. D'autant que quand il fait très chaud, la demande de travail baisse, donc les salaires baissent, donc les gens doivent encore plus travailler. Sauf si on dit : « De toute façon, vous avez un revenu minimum pour pouvoir survivre quand il fait très chaud. » Ce qui marche encore mieux quand on peut le faire en avance. Par exemple, au Bangladesh, une expérimentation a été menée en anticipation de grosses inondations. Le fait de recevoir de l'argent en avance a permis aux gens de s'organiser, de déménager temporairement ou de déplacer leurs animaux, par exemple.

On pourrait aussi s'appuyer sur les communautés, qui peuvent gérer directement certains investissements difficiles à réaliser au niveau individuel, comme élever des digues.

Mais comment trouver ces 500 milliards de dollars dont vous avez parlé ? Vous avez proposé aux pays du G20 un impôt sur les milliardaires les plus riches et sur les plus grandes entreprises de la planète. En quoi cela consiste-t-il ?

A l'invitation du Brésil, j'ai proposé ce chiffre de 500 milliards avec l'idée de faire émerger de nouveaux flux financiers. Je m'appuie sur deux mécanismes : le premier est une taxe sur les entreprises multinationales. Elle existe déjà, le principe a été voté par 137 pays, y compris les Etats-Unis, et elle est déjà en application dans 37 pays depuis janvier 2024. C'est une taxe de 15 %, qui touche environ 200 entreprises, pour s'assurer qu'elles payent un minimum d'impôt au niveau mondial, puisque leurs travailleurs et leurs consommateurs sont partout. Mais la France avait proposé que cette taxe s'établisse à 21 % – ce qui, au passage, est plus faible que l'imposition sur les entreprises en France. Donc mon idée est de dire : faisons passer cette taxe de 15 % à 21 % et consacrons les 6 points supplémentaires à un fonds pour financer l'adaptation des pays pauvres. Cela donne environ la moitié de la somme nécessaire.

L'autre moitié, c'est une taxe sur les 3 000 milliardaires les plus riches du monde, qui aujourd'hui ne paient essentiellement pas d'impôts sur les revenus de leur fortune – ils se débrouillent pour n'être jamais imposables. Ce n'est pas une proposition révolutionnaire, il s'agit plutôt de dire qu'il faudrait qu'on soit tous imposés à peu près de manière comparable sur nos revenus. La proposition est donc un impôt de 2 % sur la richesse totale. Il faut bien comprendre que les milliardaires – qui en général investissent bien leur argent – gagnent à peu près 6 % de revenus sur leur fortune chaque année. Pour eux, un tel impôt ne représente donc pas grand-chose. Cela ne paraît pas inatteignable. Si on arrivait à mettre cet impôt en place, on pourrait lever 250 milliards. Le revenu de ces deux impôts nous amènerait donc autour de 500 milliards annuels. C'est faisable !

Comment les chefs d'Etat et de gouvernement du G20 ont-ils réagi ?

Directement dans le cadre du G20, je sais qu'il y a un intérêt. Certains pays, comme le Brésil, la France ou l'Espagne, ont repris l'idée. J'en avais parlé à d'autres pays avant, dont l'Afrique du Sud qui va reprendre la présidence du G20.

Indépendamment de la question climatique, une coalition est en train de se former sur la question de la taxation minimale des milliardaires. C'est une discussion qui émerge actuellement, et il est tout à fait possible de se placer dans ce sillage. Mais il faut garder en tête que ce genre de choses, ce n'est pas un sprint, c'est un marathon.

Y a-t-il dans un certain nombre de pays des exemples d'adaptation, des initiatives qui existent déjà, qui vous semblent intéressantes ?

L'une des difficultés auxquelles nous sommes confrontés, c'est qu'on trouve encore trop peu d'exemples concrets de ce que l'on peut faire à un niveau collectif. Il y a un exemple très intéressant au Niger, où, dans une partie du pays, les sols sont complètement appauvris, plus rien ne pousse. Une expérience a été menée pour réaliser ce qu'on appelle des « demi-lunes ». On fait de grands trous dans le sol qui ont des formes de demi-lune. Ce n'est pas cher à réaliser, mais cela demande beaucoup de travail. Et si on en fait vraiment beaucoup, sur tout un champ, cela contribue énormément à le revitaliser et cela permet de remettre en culture des champs qui étaient perdus.

Une autre utilisation de ce fonds, ce serait de permettre à tout le monde, mais surtout, évidemment, aux habitants, aux chercheurs, aux activistes, aux gouvernements de ces pays, d'innover sur les manières de s'adapter aux changements climatiques : quelles cultures marchent ? Quelles nouvelles occupations sont compatibles ? Comment les villes s'adaptent ? Comment faire avec les migrants qui arrivent pour que les gens puissent être logés convenablement, travailler convenablement ? Il y a un millier de questions qui se posent auxquelles on n'a pas la réponse. Mais, en même temps, il y a des gens qui y travaillent.

Qu'est-ce qui vous permet malgré tout de garder l'espoir qu'on va dans la bonne direction ?

Cet accord sur la taxation minimale des multinationales, c'est une très bonne nouvelle. Quand on a commencé à en parler, il y a une dizaine d'années, cela semblait complètement impossible, on nous disait que c'était des plans sur la comète. Et puis cela a eu lieu, ce qui prouve que c'est possible. D'autre part, ce qui me donne de l'espoir, c'est que ces idées sont extrêmement populaires. Une enquête menée sur des dizaines de milliers de gens en Europe et aux Etats-Unis l'a récemment montré.

Quand on demande aux gens : « Est-ce que vous seriez en faveur d'une taxe sur les millionnaires pour venir en aide aux pays les plus pauvres ? », il y a plus de 84 % des Européens qui sont d'accord, et 69 % des Américains – alors que les Américains détestent les impôts en général. Mais celui-ci, c'est un impôt qui est perçu comme juste. D'ailleurs, c'est toujours plus facile de faire accepter un impôt si on dit exactement à quoi il va servir.